

## ANALYSE DU FINANCEMENT MONÉTAIRE DU DÉFICIT PUBLIC EN RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Par

**Gaspy MUANDA BUASA**

*Chef de Travaux à la Faculté des Sciences Économiques et de Gestion de l'Université de  
Kinshasa*

### RÉSUMÉ

*Le financement monétaire du déficit public est considéré comme nocif dans beaucoup d'économies, car il est porteur de gerbe inflationniste. Cette logique est fondée sur la théorie quantitative de la monnaie selon laquelle toute augmentation de la masse monétaire se solde sur la variation du niveau général des prix. Pour y faire, trois hypothèses doivent être vérifiées, notamment le plein emploi de facteur de production, la constance de la vitesse de la circulation monétaire et l'exogénéité de la monnaie. Cette étude se fixe comme objectif de vérifier dans le contexte de la RDC s'il existe un lien entre le financement monétaire et l'inflation, d'une part et, d'autre, d'expliquer les causes de ce lien.*

*Se servant de l'économétrie, l'étude est arrivée à la conclusion selon laquelle il existe un lien de causalité unidirectionnelle entre le financement monétaire et l'inflation mais les trois hypothèses qui fondent la théorie quantitative de la monnaie ne sont pas respectées. Si le financement monétaire génère l'inflation en RDC, c'est parce que ce financement est orienté dans les secteurs qui ne sont pas porteurs de croissance comme les institutions, la défense et sécurité en lieu et place de les orientés dans l'économie.*

**Mots-clés :** Financement monétaire, déficit public, dépenses publiques, inflation  
**Classification JEL :** C13, E52, G21

### ABSTRACT

*Monetary financing of public deficits is considered harmful in many economies, as it is a recipe for inflation. This logic is based on the quantitative theory of money, according to which any increase in the money supply results in a variation in the general price level. To achieve this, three hypotheses must be verified, namely full employment of the production factor, constant velocity of money circulation and the exogeneity of money. The aim of this study is to verify, in the context of the DRC, whether there is a link between monetary financing and inflation, and to explain the causes of this link.*

*Using econometrics, the study came to the conclusion that there is a unidirectional causal link between monetary financing and inflation, but that the three hypotheses underlying the quantitative theory of money are not respected. If monetary financing*

*generates inflation in the DRC, it's because this financing is channelled into sectors that do not generate growth, such as institutions, defence and security, instead of being channelled into the economy.*

**Keywords:** *monetary financing, public deficit, public spending, inflation*

**JEL classification:** *C13, E52, G21*

## INTRODUCTION

Pour atteindre le bien-être de la population, les Etats du monde entier engagent diverses dépenses qui peuvent être soit du fonctionnement soit d'investissement. Ces dépenses publiques de l'Etat sont généralement financées par des recettes fiscales et parafiscales qui sont constituées des revenus collectés ou mobilisés par les régies financières.

L'Etat prélève de manière obligatoire, les impôts sur les agents économiques privés et d'autres recettes dites non fiscales ou parafiscales qui viennent compléter le budget de l'Etat. Il s'agit des recettes administratives, domaniales et de participations. Il s'agit aussi des dividendes des entreprises publiques et d'économie mixte, de produits de privatisation, des amendes et contraventions, etc.<sup>1</sup>

En règle générale, il est difficile que les dépenses publiques soient égales aux recettes publiques ou que les recettes soient supérieures aux dépenses, mais souvent la situation est telle que les dépenses publiques sont supérieures aux recettes publiques, ce qui dégage un déficit public cherchant des moyens de financement.

Parmi les modes de financement du déficit public, figure le financement monétaire connu techniquement sous le vocable planche à billet. Le financement monétaire consiste pour une banque centrale d'émettre la monnaie, ex nihilo, dont certaines écoles notamment les monétaristes pensent que cette pratique est porteuse de gerbe inflationniste.<sup>2</sup>

En effet, lorsque l'émission de monnaie est supérieure à la demande de monnaie pour un niveau des prix pendant la période considérée, il en résulte un excédent des encaisses entre les mains du public ou des agents économiques. Les efforts déployés alors par le public pour réduire les encaisses qu'il détient finissent par pousser le niveau général des prix à la hausse, jusqu'à ce que l'équilibre soit rétabli.

---

<sup>1</sup> François KABUYA KALALA, « Dépenses publiques, déficits budgétaires et pouvoir politico-économique au Zaïre », in *Stabilisation économique et financière au Zaïre de 1978-1980*, édition du CEPAS, Kinshasa, 1980, pp. 89-102.

<sup>2</sup> [https://fr.wikipedia.org/wiki/Financement\\_mon%C3%A9taire](https://fr.wikipedia.org/wiki/Financement_mon%C3%A9taire), (consulté le 13/01/2024)

Plusieurs lois qui ont régi la Banque Centrale du Congo ont permis le financement monétaire du déficit public tel que le Décret-loi du 23 février 1961 qui autorisant que ces avances n'excèdent pas 20% de recettes annuelles moyennes calculées sur la base des trois dernières années, l'Ordonnance-loi N° 67/264 du 23 juin 1967 autorisant 15% et la loi N°005/2002 du 07 mai 2002 interdit toute forme des avances à l'Etat.<sup>3</sup>

Au regard de ce qui précède, cette étude tente de répondre aux questions suivantes : le financement monétaire du déficit public en RDC est-il mauvais ? Sous quelle hypothèse le financement monétaire du déficit monétaire génère l'inflation ?

L'objectif de la présente étude est d'analyser, d'une part, l'existence du lien entre le financement monétaire et l'inflation en RDC et, d'autre part, les situations auxquelles le financement monétaire peut être utilisé.

Pour y parvenir, le premier point porte sur le cadre conceptuel et d'analyse théorique du financement monétaire, le deuxième point fait une analyse économétrique et enfin, le troisième point analyse les situations auxquelles le financement monétaire peut être utilisé.

## 1. FINANCEMENT MONÉTAIRE : UNE ESQUISSE DE PRÉSENTATION

Le premier point de cet article passe en revue la notion du financement monétaire pour une meilleure compréhension de cette thématique. Il est question de définir le financement monétaire, de montrer les modalités de ce financement et d'analyser les hypothèses auxquelles le financement monétaire peut générer l'inflation.

### 1.1. Définition

Le financement monétaire est une pratique consistant pour une banque centrale à financer directement le budget de l'Etat par l'achat de bons du trésor ou titres des dettes publiques sur le marché primaire ou par l'octroi d'une ligne de crédit par la banque centrale au gouvernement.<sup>4</sup>

### 1.2. Modalité du financement monétaire

Le financement monétaire qui consiste à la banque centrale de créer de la monnaie pour la mettre à la disposition de l'Etat peut se faire selon trois modalités :

- Soit la banque centrale accorde un prêt à l'Etat avec la monnaie qu'elle crée ;
- Soit la banque centrale autorise un simple découvert de trésorerie à l'Etat ;

---

<sup>3</sup> MUKUNDI NYEMBO, *Institutions financières congolaises*, Notes de Cours inédit, FASEG, UNIKIN, Kinshasa, 2023.

<sup>4</sup> [https://fr.wikipedia.org/wiki/Financement\\_mon%C3%A9taire](https://fr.wikipedia.org/wiki/Financement_mon%C3%A9taire), (consulté le 13/01/2024).

- Soit la banque centrale achète des titres de dettes nouvelles émises par l'Etat sur le marché primaire des obligations, c'est-à-dire le marché de la dette neuve.

Cette forme du financement est considérée comme une monétisation ex ante, car la banque centrale crée de la monnaie pour prêter directement à l'Etat, contrairement à la monétisation ex post qui consiste à la banque centrale de battre de la monnaie pour racheter les emprunts que l'Etat a déjà vendus sur les marchés financiers à des opérateurs privés.

### 1.3. Hypothèse

Ce mode de financement par la planche à billets conduit le plus souvent au risque d'inflation. Cette théorie est fondée sur l'équation classique de FISCHER qui stipule que  $MV=PT$ .

Si nous désignons par  $M$  la masse monétaire,  $V$  la vitesse de circulation de la monnaie,  $P$  le niveau général des prix et  $T$  le volume des transactions

D'après le mécanisme classique, on suppose au départ une situation d'équilibre entre l'offre et la demande de monnaie ( $M_o=M_d$ ). Si le stock de monnaie augmente alors il s'en suit que les encaisses réelles détenues par les agents économiques deviennent supérieures à celles qu'ils souhaitent détenir. Cet excédent d'encaisses réelles va pousser les agents économiques à acheter davantage les biens et services et les actifs financiers. La conséquence de ce comportement est la hausse de la demande des biens et services. Comme la production réelle ne peut augmenter à court terme (hypothèse de plein emploi), il y aurait augmentation du niveau général des prix.<sup>5</sup>

Cette situation est réalisable dans l'hypothèse où :

1. L'offre de monnaie est exogène c'est-à-dire qu'elle est déterminée et sous contrôle des autorités monétaires (Banque Centrale) :  
 $M - \bar{M}$  avec  $M = mB$ . Ceci signifie que les autorités monétaires jouent sur la base monétaire pour atteindre certains objectifs.
2. La vitesse de circulation de la monnaie est constante ou elle varie en fonction des facteurs non économiques (les habitudes de paiements par exemple).
3. Le revenu réel est un revenu de plein emploi c'est-à-dire à court terme ce revenu est fixe et varie avec le stock de capital, la quantité de monnaie, le progrès technique etc.

---

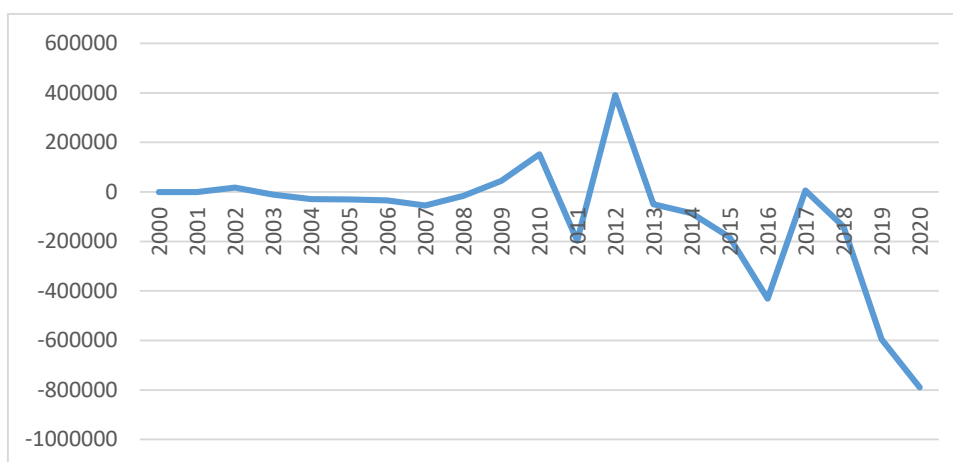
<sup>5</sup> Michelle de MOURGUES, *Macroéconomie monétaire*, éditions Economica, Paris, 2000, p. 294

#### 1.4. Financement monétaire en RDC

Au terme de l'article 67 de la loi n°18/027 du 18 décembre 2018 portant organisation et fonctionnement de la Banque Centrale du Congo, il est interdit à celle-ci d'accorder des avances ou tout autre type crédit au pouvoir central, à la province et aux entités territoriales décentralisées ainsi qu'aux organismes ou entreprises publiques.<sup>6</sup>

Mais en pratique, face aux déficits publics observés chaque année comme le montre la figure suivante, l'Etat recourt généralement auprès de la banque centrale.

**Figure n°1 : Evolution du solde budgétaire du pouvoir public**



Source : Auteur sur base de données de la BCC

La figure ci-dessus retrace l'évolution de solde budgétaire de la RDC. Il est remarqué qu'il est toujours déficitaire, sauf en 2009, 2010, 2012 et 2017. La question qui se dégage de ce constat est de savoir comment ce déficit est financé. La figure ci-dessous montre que le pouvoir public recourt chaque année au financement monétaire.

<sup>6</sup> Journal officiel, Loi n°18/027 du 18 décembre 2018 portant organisation et fonctionnement de la Banque Centrale du Congo, article 67.

**Figure n°2 : Transaction entre la BCC et le trésor**

Année	Financement monétaire	Année	Financement monétaire
2000	10 876,10	2010	-134 496,80
2001	-693,2	2011	267 257,00
2002	-20 573,10	2012	-305 092,00
2003	12 997,30	2013	63 212,00
2004	-17 593,90	2014	4 644,00
2005	50 786,20	2015	194 469,00
2006	39 089,10	2016	511 006,00
2007	11 819,20	2017	-50 702,00
2008	34 723,60	2018	233 075,40
2009	-16 746,70	2019	529 619,60
		2020	280 264,30

Source : Auteur sur base de données de la BCC

Cette figure renseigne sur les différentes transactions entre la BCC et le compte du trésor public. Le signe négatif (-) signifie un remboursement d'un prêt et le signe positif (+) un prêt. Il sied de signaler en outre que plus de 60% du déficit public est financé par les avances de la BCC.

## 2. VÉRIFICATION EMPIRIQUE

Parmi les risques liés à chaque mode de financement d'une économie, l'inflation est généralement liée au financement monétaire. Cette théorie est fondée sur la théorie quantitative de la monnaie telle que développée par Fisher.

Le deuxième point du présent article tente de vérifier l'existence d'un lien de causalité entre l'inflation et le financement monétaire.

### 2.1. Test de corrélation et causalité

Il est question de tester l'association entre le financement monétaire de l'économie congolaise et le niveau de l'inflation en RDC, sur ce, l'étude fait recours au test de causalité dont le résultat est dans le tableau ci-dessous.

**Figure n°3 : Test de corrélation**

	LOGINF	LOGFM
LOGINF	1.000000	-0.502548
LOGFM	-0.502548	1.000000

Source : Élaboré par l'auteur à partir des analyses sur le logiciel Eviews10

Concernant la relation entre le financement monétaire et l'inflation, le résultat de la figure 3 ci-dessus montre que ces deux variables sont négativement liées à 50%. Ces deux variables bougent dans les directions opposées.

**Figure n° 4 : Test de causalité**

Null Hypothesis:	Obs	F-Statistic	Prob.
LOGFM does not Granger Cause LOGINF	13	6.02938	<b>0.0253</b>
LOGINF does not Granger Cause LOGFM		1.48205	0.2834

Source : Élaboré par l'auteur à partir des analyses sur le logiciel Eviews10

Contrairement au test de la corrélation qui montre l'existence d'une relation entre deux variables, le test de causalité quant à lui établit le lien de cause à effet entre deux variables. Dans le cas d'espèce, il est question d'établir la relation de cause à effet entre le financement monétaire et l'inflation en RDC. Le tableau ci haut montre que le financement monétaire cause l'inflation au seuil de 5% mais pas l'inverse.

## 2.2. Estimation du moindre carrée ordinaire

**Figure n°5 : Résultat du moindre carrée ordinaire**

Dependent Variable: LOGINF				
Method: Least Squares				
Date: 12/22/23 Time: 15:23				
Sample: 1991 2021				
Included observations: 24				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
<b>LOGFM</b>	<b>0.290787</b>	<b>0.063070</b>	<b>4.610548</b>	<b>0.0001</b>
R-squared	0.428343	Mean dependent var		3.593773
Adjusted R-squared	0.428343	S.D. dependent var		2.776294
S.E. of regression	3.318041	Akaike info criterion		5.277400
Sum squared resid	253.2160	Schwarz criterion		5.326485
Log likelihood	-62.32880	Hannan-Quinn criter.		5.290422
Durbin-Watson stat	0.387022			

Source : Élaboré par l'auteur à partir des analyses sur le logiciel Eviews10

Ce tableau répond à la question de savoir à combien de % la variation du financement monétaire affecte l'inflation en RDC. Le résultat contenu dans ce tableau montre que le financement monétaire a un impact positif sur l'inflation en RDC. Le financement monétaire détermine l'inflation à 0,29%, c'est-à-dire, si le financement monétaire augmente de 1%, l'inflation aussi augmente de 0,29%. Au regard de cette situation, il est certes confirmé que le

financement monétaire utilisé par la BCC pour financer le déficit public engendre généralement l'inflation.

### 3. VÉRIFICATION DES HYPOTHÈSES

Comme nous l'avons si bien montré ci haut, pour que le financement monétaire engendre l'instabilité du niveau général des prix, 3 hypothèses doivent être remplies, notamment :

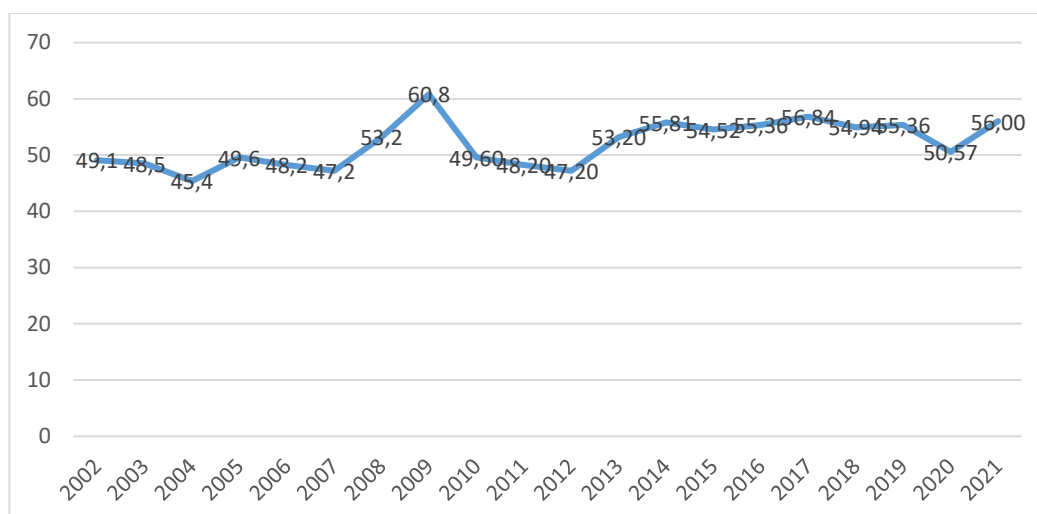
- Le plein emploi ;
- La constance de la vitesse de la circulation monétaire ;
- L'offre de monnaie doit être exogène.

#### 3.1. Plein emploi

Le plein emploi est une situation dans laquelle le chômage d'un territoire est réduit au chômage frictionnel incompressible, soit à un taux inférieur à 5% au sens de l'Office International de travail. Dans une telle situation, il n'existe pas de difficulté à trouver l'emploi.<sup>7</sup>

La RDC ne donne pas l'image d'un pays ayant atteint le plein emploi car le taux de chômage demeure trop élevé et la recherche d'emploi est un calvaire que vive beaucoup de congolais à la recherche d'emploi. La figure ci-dessous retrace l'évolution du taux de chômage en RDC.

**Figure n° 6 : Taux de chômage en RDC**



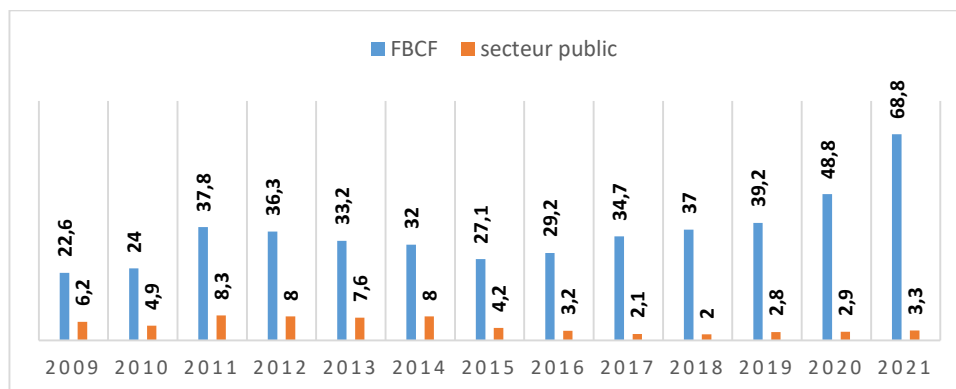
Source : Auteur sur base de données de la BCC

<sup>7</sup> [https://fr.wikipedia.org/wiki/plein\\_emploi](https://fr.wikipedia.org/wiki/plein_emploi) (consulté le 13/01/2024)



La figure ci-dessus montre l'évolution du taux de chômage en RDC. Le taux de chômage oscille autour de 50 et 60%. Avec cette moyenne, il est clair que la RDC n'est pas en plein emploi car près de 50% de facteur de production ne sont pas utilisés. Première hypothèse qui n'est pas respecté.

**Figure n° 7 : Evolution de la formation brute du capital brut**



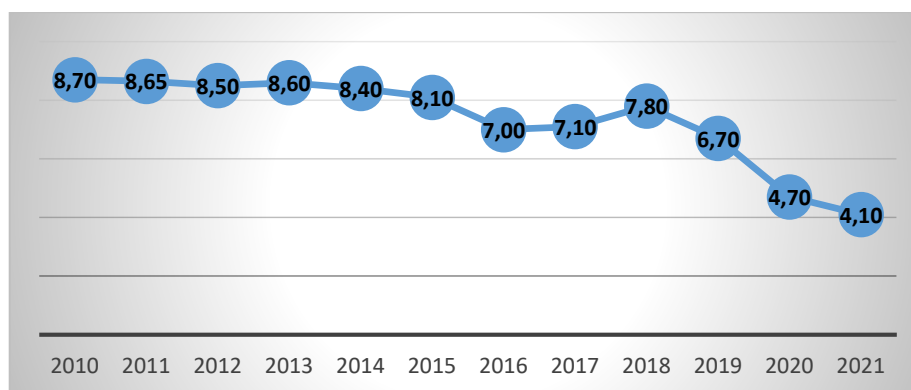
Source : Auteur sur base de données de la BCC

La figure ci-dessous retrace l'évolution du FBCF en général et celui du secteur public en particulier. Il est remarqué que la part du secteur privé est trop faible.

### 3.2. Constance de la vitesse de la circulation monétaire

La vitesse de circulation monétaire est la vitesse à laquelle une unité monétaire circule dans un système économique. Il s'agit donc d'un taux de rotation monétaire, c'est-à-dire le nombre de fois ou une même unité monétaire passe dans la main d'un agent économique au cours d'une période donnée.<sup>8</sup>

**Figure n° 8 : Vitesse de la circulation monétaire en %**



Source : Auteur sur base de données de la BCC

<sup>8</sup> [https://fr.wikipedia.org/wiki/vitesse\\_de\\_circulation\\_monétaire](https://fr.wikipedia.org/wiki/vitesse_de_circulation_monétaire) (consulté le 13/01/2024)

Contrairement à ce qu'avance les classiques sur la constance de la vitesse de la circulation monétaire, il est admis que cette vitesse n'est pas toujours constante comme le montre cette figure, elle s'accélère selon certaines périodes ou la demande d'un bien augmente, ou lorsque les prix tendent à augmenter comme le cas de la RDC ou la fluctuation des prix est trop fréquente. Deuxième hypothèse qui n'est pas respecté dans le cas de la RDC.

### 3.3. Exogénéité de l'offre de monnaie

La troisième hypothèse de la réalisation de la théorie quantitative de la monnaie est que la monnaie doit être exogène, c'est-à-dire, la monnaie doit être créée par la banque centrale.

Malheureusement que cette théorie classique n'est pas partagée par plusieurs écoles notamment les postkeynésiens qui soutiennent la théorie de la monnaie endogène.

La banque centrale ne crée pas directement la monnaie utilisée dans l'économie par les entreprises, les ménages ou l'État, mais seulement la monnaie de banque-centrale, c'est-à-dire la monnaie utilisée par les banques de second rang pour se payer entre elles. Ce sont les banques de second rang qui sont à l'origine de la création monétaire. La quantité de monnaie créée dépend de la demande de monnaie des entrepreneurs pour financer la production, de celle de l'État pour financer son déficit budgétaire, ainsi que, marginalement, de celle, des ménages en matière de crédits immobiliers ou à la consommation. Les anticipations des entrepreneurs, déterminant la demande effective et le niveau du déficit public, constituent donc l'élément fondamental de la création monétaire.<sup>9</sup>

L'offre de monnaie des banques est dirigée par la demande de monnaie issue de la demande de crédit et de l'offre de titres financiers des agents non financiers, que les banques peuvent toutefois refuser de financer si elles considèrent que le pari productif n'est pas réaliste ou que le demandeur n'est pas solvable. La première fonction de la monnaie est de financer l'économie et d'échapper ainsi à la contrainte d'une épargne préalable. La monnaie est avant tout une anticipation de création de richesse. Cette quantité de monnaie est donc endogène au processus de production et à sa régulation par l'État, et non pas exogène ou relevant uniquement de la politique monétaire, comme dans le modèle IS-LM des keynésiens de la synthèse ou chez les monétaristes.<sup>10</sup>

---

<sup>9</sup> E. Berr, V. Monvoisin, J-F. Ponsot, *L'économie postkeynésienne : histoire, théories et politique*, Editions du Seuil, 2018.

<sup>10</sup> Idem.

**Figure n°9 : Contribution à la croissance de la masse monétaire en milliard de CDF et en %**

Année	Masse monétaire	Monnaie Fiduciaire	%	Monnaie Scripturale	%
2012	3 185 374	595 164	18,68	2 590 210	81,32
2013	3 492 363	692 945	19,84	2 799 418	80,16
2014	3 965 647	742 508	18,72	3 223 139	81,28
2015	4 355 825	781 868	17,95	3 573 957	82,05
2016	5 337 764	1 073 431	20,11	4 264 333	79,89
2017	7 842 922	1 354 480	17,27	6 488 442	82,73
2018	9 843 220	1 559 683	15,85	8 283 537	84,15
2019	12 727 488	1 772 939	13,93	10 954 549	86,07
2020	19 255 573	2 230 571	11,58	17 025 002	88,42
2021	26 774 447	2 803 201	10,47	23 971 246	89,53

Source : BCC, Rapport annuel, 2021, p. 186

Le tableau ci haut montre la contribution à la croissance de la masse monétaire en RDC, il est remarqué que plus de 80% en moyenne de la masse monétaire sont scripturales. Cela veut dire qu'une grande partie de la masse monétaire est endogène, c'est-à-dire créée par les crédits à l'économie et une petite partie de la masse monétaire est exogène, c'est-à-dire créée par la banque centrale du Congo. Cette hypothèse non plus est réalisée.

Au regard de ce qui précède, bien la RDC ne remplit pas les 3 hypothèses formulées pour respecter la théorie quantitative de la monnaie qui stipule que toute accroissance de la masse monétaire se solde par l'augmentation du niveau général des prix.

Une question se pose au regard de ce résultat, comment en RDC toute augmentation de la masse monétaire par le financement monétaire se solde par une augmentation du niveau général des prix ?

Pour répondre à cette question, nous allons interroger la manière dont l'Etat alloue ses recettes budgétaires.

#### **4. ANALYSE INSTITUTIONNELLE DES DÉPENSES BUDGÉTAIRES**

Exécuter une dépense par l'Etat, c'est révéler ses préférences. Un gouvernement qui affecte d'importantes sommes d'argent dans un secteur bien précis plutôt qu'à un autre les hiérarchise ou préjudicie les autres secteurs. Dans la réalité le choix d'un secteur au détriment de l'autre n'est pas aisé. Les acteurs des secteurs non privilégiés n'acceptent pas toujours de bon gré une décision allant à leur rencontre ou à l'encontre de leurs intérêts. Aucun choix budgétaire n'est sans coût d'opportunité.

Eu regard de ce qui précède, le cadre opérationnel de finances publiques permet de distinguer cinq secteurs correspondant aux cinq objectifs gouvernementaux. C'est la répartition des dépenses entre ces différents secteurs qui nous intéresse le plus.

**Figure n°10 : Exécution des dépenses courantes de l'Etat : Répartition par ministère et institution (en millions de CDF)**

Année	Dépenses budgétaires	Politique et institutions	%	Sécurité et Défense	%	Sociale	%	Economie et PME	%	Transfert extérieur	%
2015	710 189,20	306 351,80	<b>43,14</b>	198 930,60	<b>28,01</b>	67 429,10	<b>9,49</b>	118 211,40	<b>16,65</b>	19 266,30	<b>2,71</b>
2016	862 440,90	347 482,40	<b>40,29</b>	234 573,00	<b>27,20</b>	79 978,40	<b>9,27</b>	165 617,90	<b>19,20</b>	34 789,20	<b>4,03</b>
2017	962 345,40	429 890,70	<b>44,67</b>	255 304,70	<b>26,53</b>	65 571,50	<b>6,81</b>	156 259,70	<b>16,24</b>	55 318,80	<b>5,75</b>
2018	1 800 508,30	841 329,00	<b>46,73</b>	541 392,20	<b>30,07</b>	136 404,30	<b>7,58</b>	211 247,00	<b>11,73</b>	70 135,80	<b>3,90</b>
2019	1 144 936,00	504 539,70	<b>44,07</b>	310 494,70	<b>27,12</b>	90 647,90	<b>7,92</b>	186 265,30	<b>16,27</b>	52 988,40	<b>4,63</b>
2020	954 660,30	469 372,00	<b>49,17</b>	231 684,30	<b>24,27</b>	27 466,90	<b>2,88</b>	190 325,40	<b>19,94</b>	35 811,70	<b>3,75</b>

Source : Auteur sur base de données de la BCC, 2021, p. 122

Le tableau ci-dessus retrace l'évolution des dépenses courant de l'Etat congolaise. Il est reparti en cinq secteurs qui sont<sup>11</sup> :

- Le secteur politique et institutionnel ;
- Le secteur de la défense et de la sécurité ;
- Le secteur social ;
- Le secteur de l'économie et de petite et moyenne entreprise ;
- Enfin, le transfert extérieur.

#### 4.1. Secteur politique et institutionnel

Ce secteur dont l'objectif est le maintien du cadre institutionnel et politique dans lequel s'exerce le pouvoir. Il correspond aux dépenses exécutées pour le compte des gouvernants et des autres institutions. C'est la distribution des dépenses entre postes de ces secteurs qui retiendra notre attention On y retrouve :

- Les dépenses relatives à la présidence de la République ;
- Les dépenses de l'assemblée nationale et du Sénat-Parlement ;
- Les dépenses du cabinet de premier ministre ou primature ;
- Les dépenses des conseils juridiques...

<sup>11</sup> KALONJI NTALAJA, Dépenses publiques et équilibre institutionnel en RDC, Mémoire, Université de Kinshasa, FASEG, 2003, p.5.

## 4.2. Secteur de la défense nationale

Généralement, ce secteur et le précédent sont regroupés et catégorisés dans la rubrique des dépenses de souveraineté. Ici, nous les séparons pour différencier les opérateurs politiques des militaires qui, dans le jeu politique, se disputent l'influence auprès du Chef de l'Etat. Et, d'ailleurs, c'est l'armée qui est souvent à l'origine du coup d'Etat à travers les compagnons de la révolution. Elle veille donc à la survie du régime et celui-ci s'appuie sur elle pour asseoir son autorité.

Elles enregistrent les dépenses des ministères suivants :

- le ministère de la défense nationale ;
- le ministère des anciens combattants ;
- le ministère de l'intérieur ;
- le ministère de justice...

## 4.3. Secteur social

L'objectif déclaré du point de vue social est le bien-être ou « le peuple d'abord », c'est-à-dire, la réduction de la pauvreté au moyen des programmes appropriés de formation, d'éducation, de santé pour tous et de sécurité sociale. Elles comprennent les dépenses des ministères suivantes :

- le ministère de l'éducation nationale ;
- le ministère de l'information et presse ;
- le ministère de la santé publique ;
- le ministère des sports, loisirs et jeunesses ;
- le ministère de la culture et des arts ;
- le ministère du travail et prévoyance sociale
- le ministère du tourisme et hôtellerie ;
- le ministère l'environnement
- le ministère de genre et enfant ou condition féminine...

## 4.4. Secteur économique

Il vise la réalisation de la croissance économique par des programmes d'investissements en infrastructures et en matière de recherches et développement. La réalisation des objectifs économiques et sociaux renforce la cohésion sociale et donc le gage d'une communauté paisible avec la stabilité des institutions. Il s'agit des ministères ci-après :

- ministère des finances ;
- ministère du budget ;
- ministère de l'industrie
- ministère l'économie nationale ;
- ministère des petites et moyennes entreprises ;
- ministère de l'agriculture ;

- ministère des ITPR ;
- ministère de mines ;
- ministère de l'énergie ;
- ministère des affaires foncières ;
- ministère des transports et voies de communications ;
- ministère des PT-NTIC ;
- ministère du commerce ;
- ministère du portefeuille ;
- ministère du plan.

#### 4.5. Secteur des partenaires extérieurs

C'est généralement constitué des bailleurs de fonds. Il est essentiellement composé des transferts des revenus à titre de remboursement de la dette extérieure. Il est composé essentiellement du service de la dette extérieure et des dépenses des ministères suivants :

- ministère des affaires étrangères ;
- ministère de la coopération internationale.

Au regard du tableau ci haut, il ressort de l'analyse institutionnelle de l'exécution de budget de l'Etat que la préférence des gouvernants est celle de vouloir satisfaire les groupes de pression politique au détriment du secteur social et même du secteur économique.

En effet pour la période allant de 2015 à 2020, le secteur politique et institutionnel absorbe près de 40% du budget de l'Etat. En y intégrant le secteur relatif à la défense nationale,  $\frac{3}{4}$  du budget revient aux institutions politiques et à leurs alliés. Le secteur social se retrouve marginalisé avec près de 9% du budget national. Cette situation permet de comprendre le pourquoi de l'accentuation de la pauvreté au sein de la société congolaise.

Il en est de même du secteur économique qui a pu engager près des 16 % du budget de l'Etat, une proportion très faible pour parvenir à booster considérablement la croissance économique.

Pour ce qui est des dépenses de transfert vers l'extérieur, plus ou moins 5% du budget est affecté à ce secteur. L'un des facteurs pouvant expliquer la faible proportion du secteur extérieur, toutes choses restant égales par ailleurs, est l'atteinte du point d'achèvement, qui réduit la pression sur les autorités congolaises de pouvoir honorer leurs engagements extérieurs.

Vu la manière dont le budget est exécuté, il est normal que le financement monétaire du déficit public en RDC se solde par des tensions inflationnistes, car 70% du budget sont orientés dans les secteurs qui ne sont pas porteurs des croissances à l'occurrence la politique et la défense. Si le financement monétaire serait orienté dans l'économie par la construction des routes de desserte agricole, le financement monétaire ne pourrait générer l'inflation, car la RDC n'est pas en plein emploi, elle est plutôt en sous-emploi.

## CONCLUSION

L'inflation est l'un des maux qui caractérise l'économie congolaise depuis plusieurs décennies. Plusieurs solutions ont été mises sur pied dans le but d'éradiquer ce fléau qui met en mal l'agent économique congolais. Parmi les interdictions figure la suppression du financement monétaire du déficit public, qui, selon plusieurs auteurs, est un facteur causal de l'inflation.

L'objectif poursuivi dans cette réflexion est d'analyser le lien entre le financement monétaire du déficit public et l'inflation en RDC, de vérifier les hypothèses de la théorie qui expliquent cette relation et enfin, de fouiner dans les théories économiques les raisons qui expliquent ce lien.

Après l'analyse empirique, l'étude est arrivée à déterminer qu'il existe un lien de cause à effet entre le financement monétaire et l'inflation et que c'est le financement monétaire qui engendre l'inflation en RDC. Cette relation est fondée sur la théorie quantitative de la monnaie qui stipule que toute augmentation de la masse monétaire se solde par des tensions inflationnistes.

En vérifiant les hypothèses qui fondent cette théorie, à savoir, l'exogénéité de la monnaie, le plein emploi et la constance de la vitesse de la circulation de la monnaie, l'étude est arrivée à la conclusion selon laquelle aucune hypothèse n'est vérifiée dans le contexte congolais. Il est remarqué que l'économie n'est pas en plein emploi, car le taux de chômage de la population oscille autour de 60%, 80% de la monnaie est endogène, c'est-à-dire créée par les banques commerciales et la vitesse de la circulation de la monnaie n'est pas constante.

Après vérification de l'exécution des dépenses publiques par l'approche institutionnelle, il est constaté que 40% sont affectés dans le secteur institutionnel et 30% dans la défense et sécurité, qui sont des secteurs non porteurs de croissance économique. En plus, une grande quantité de la liquidité est concentrée dans les grandes villes que dans les milieux ayant des activités commerciales.

## BIBLIOGRAPHIE

- BCC, Rapports annuels, 2010-2021.
- BERR, V. Monvoisin, J-F. Ponsot, *L'économie postkeynésienne : histoire, théories et politique*, Editions du Seuil, 2018.
- KABUYA KALALA F., « Dépenses publiques, déficits budgétaires et pouvoir politico-économique au Zaïre », in *Stabilisation économique et financière au Zaïre de 1978-1980*, édition du CEPAS, Kinshasa, 1980.
- KALONJI NTALAJA, Dépenses publiques et équilibre institutionnel en RDC, Université de Kinshasa, FASEG, 2003.
- Loi n°18/027 du 18 décembre 2018 portant organisation et fonctionnement de la Banque Centrale du Congo.
- MICHELLE de MOURGUES, *Macroéconomie monétaire*, éditions Economica, Paris, 2000.
- MUKUNDI NYEMBO, Institutions financières congolaises, Notes de Cours inédite, FASEG, UNIKIN, Kinshasa, 2023.
- [https://fr.wikipedia.org/wiki/Financement\\_mon%C3%A9taire](https://fr.wikipedia.org/wiki/Financement_mon%C3%A9taire) (consulté le 13/01/2024).
- [https://fr.wikipedia.org/wiki/plein\\_emploi](https://fr.wikipedia.org/wiki/plein_emploi) (consulté le 12/01/2024)
- [https://fr.wikipedia.org/wiki/vitesse\\_de\\_circulation\\_mon%C3%A9taire](https://fr.wikipedia.org/wiki/vitesse_de_circulation_mon%C3%A9taire) (consulté le 13/01/2024).